

## AKTUELL

DIEU ET RELIGIOSITÉ

# On n'y croit guère

Richard Graf

**La proportionnalité des moyens accordés dans les conventions de l'État avec les cultes se base sur une étude de 2008. Il était temps de prendre la température actuelle.**

La séparation de l'Église et de l'État telle qu'opérée en janvier 2015 est approuvée par une majorité de résidentes âgées de 16 ans et plus. C'est ce que nous révèle un sondage TNS Ilres auprès d'un échantillon représentatif de 515 personnes, commandité par AHA (\*) et réalisé dans le courant du mois de mars. Rien de spectaculaire pourrait-on dire, l'Église ayant elle-même assumé la séparation et cosigné la convention afférente.

En regardant de plus près, on peut cependant découvrir que même les personnes qui indiquent appartenir à une religion actuellement trouvent l'adoption des mesures décidées il y a plus de sept ans appropriée. Seule divergence entre religieux et non-religieux : le principe même que l'État soutienne les cultes, maintenu en 2015, est récusé par une faible majorité de celles et ceux qui ne se réclament d'aucune religion, alors que les adhérentes à l'une des églises soutiennent à 58 % le subventionnement.

Si la question sur la séparation de l'Église de l'État n'avait pas été retirée du catalogue, elle aurait logiquement dû être la seule à trouver une approbation lors du fameux référendum de juin 2015, a constaté d'ailleurs le président d'AHA, Bob Reuter, lors de la présentation des résultats ce mardi au café littéraire Le Bovary à Weimerskirch.

## Une (courte) majorité absolue de non religieux

L'objet du sondage était cependant moins de retracer cet épisode de l'histoire récente luxembourgeoise que de mesurer l'importance de la religiosité dans notre société actuelle en général. Sur la simple question de savoir si les sondés « se considèrent comme quelqu'un de religieux », 43 % répondent par oui, mais une courte majorité absolue de 51 % le nient, alors que 6 % ne le savent pas.

L'image s'inverse lorsqu'on pose la question un peu différemment : en effet, 59 % des sondés se considèrent « comme appartenant à une religion », alors que 41 % affirment le contraire. Au total, 53 % se disent catholiques, 3 % musulmanes, 2 % protestantes et 3 % se réclament d'une autre religion.

On peut comparer ces chiffres à une étude similaire réalisée par Ceps/Ins-tead en 2008, qui avait servi en 2015 pour fixer le « poids » des différentes religions. À l'époque, 68,7 % se disaient alors catholiques, 1,8 % protestantes, 4,5 % appartenant à une autre religion et 24,9 % n'affichaient alors aucune appartenance.

Les tendances deviennent encore plus claires si l'on se réfère au recensement de 1970, où l'appartenance religieuse avait été relevée une dernière fois, car interdite depuis 1979 pour des collectes de données non anonymisées : l'Église catholique pouvait fièrement afficher 96,9 % de fidèles, le reste étant réparti entre 1,2 % de protestantes, 0,2 % de juives ou juifs et 1,7 % de personnes affichant une « autre » appartenance religieuse.

En ne regardant que du côté de l'Église catholique, avec 96,9 % d'adhérentes en 1970, 68,7 % en 2008 et 59 % en 2022, on pourrait penser qu'en fin de compte celle-ci s'en sort encore assez bien, même si sa majorité absolue a été rognée considérablement au fil des années.

On peut cependant constater que cette « adhérence » à la religion, voire à l'institution de l'Église, connaît des limites. En matière de croyance, seulement 41 % de celles et ceux qui se disent catholiques croient, par exemple, en la résurrection du Christ.

Selon Tommy Klein de TNS Ilres, le résultat le plus significatif du sondage réside dans la question de l'importance de la religion dans la vie des sondés : après la famille (97 % d'importance accordée), les amis et les relations (93 %), les loisirs (91 %), le travail (85 %) et la politique (63 %), la religion se trouve en dernière place avec 25 % pour l'ensemble des sondés. Et même parmi celles et ceux qui appartiennent à une religion, ce dernier score ne remonte qu'à 39 %.

De façon corollaire, ce sont les proches et l'entourage (78 %) ainsi que les parents (75 %) qui sont identifiés comme « sources (...) qui ont influencé le plus » en ce qui concerne la transmission de valeurs, alors que la religion n'est évoquée à cet égard que par 19 % des sondés (29 % de celles et ceux appartenant à une religion).

(\*) AHA Lëtzebuerg (Allianz vun Humanisten, Atheisten an Agnostiker Lëtzebuerg a.s.b.l.). L'étude est disponible sous le lien [woxx.eu/ahasondage](http://woxx.eu/ahasondage)

## SHORT NEWS

## Brennpunkt 317 : La guerre des « ressources »

(lm) - Il n'y a qu'à remplacer le gaz russe pour ramener la paix, le lithium permettra à tout le monde de rouler électrique et la pénurie alimentaire n'est due qu'à Poutine ? Ne lisez surtout pas le dernier numéro du magazine de l'Action solidarité Tiers Monde (ASTM), qui risque d'ébranler ces fausses certitudes. Déjà, le terme de « ressources » est mis en question d'un point de vue tiers-mondiste, dans l'article consacré au « bien vivre » et aux droits de la nature, par opposition à la surconsommation et la surexploitation. Cependant, actualité oblige, la première contribution du dossier est consacrée à la dimension géostratégique du conflit autour de l'Ukraine, dans le contexte de « l'ère du déclin énergétique ». Elle met en garde contre les risques d'une course généralisée aux ressources, empêchant la nécessaire collaboration internationale et débouchant sur une multiplication des guerres. D'autres articles couvrent les problèmes liés à la pénurie d'eau, à l'« abondance » d'énergie solaire en Afrique (destinée à alimenter l'Europe), à l'exploitation du lithium et à la spéculation sur les matières premières, notamment agricoles. Enfin, sont abordés des sujets auxquels on n'aurait pas pensé, comme la décolonisation du « peacebuilding » et le contrôle des terres dans le contexte de la crise du logement luxembourgeoise. Le magazine est à télécharger sur [brennpunkt.lu](http://brennpunkt.lu) ou à commander chez l'ASTM.

## Passerell in der Bredouille

(tj) - Am Dienstag, einen Tag nach dem Weltflüchtlingstag, kündigte die luxemburgische NGO Passerell an, einen Großteil ihrer Aktivitäten einstellen zu müssen. Über den Monat August hinaus, so heißt es im Schreiben, sei es Passerell finanziell nicht möglich, ihre Mitarbeiter\*innen weiterhin zu entlohnen. Seit 2016 bietet die NGO Asylbewerber\*innen und anerkannten Flüchtlingen Rechtsberatungen an. Neben zahlreichen Freiwilligen arbeiten dort zurzeit drei Angestellte in Vollzeit, ein Übersetzer in Teilzeit und eine Person mit einem „contrat d'insertion dans l'emploi“. „En combinant cette activité de suivi individuel avec sa mission de plaidoyer, et en s'appuyant sur le soutien précieux de ses bénévoles, Passerell est devenue un acteur incontournable de défense des droits fondamentaux au Luxembourg“, wird Mitbegründerin und Präsidentin Catherine Warin im Schreiben zitiert. Bisher habe sich die Organisation mithilfe von Privatspenden, der Oeuvre Grande-Duchesse Charlotte und punktueller Unterstützung anderer Institutionen finanziell über Wasser halten können. Eine langfristige Finanzierungsquelle habe bisher nicht gefunden werden können. Ministerielle „appels à projets“, bedauert Warin, würden keine rechtlichen Projekte visieren. Am Ende des Schreibens lädt Passerell zu einer Soli-Aktion ein: am heutigen Freitag, dem 24. Juni, um 11:45 Uhr im Bistro de la Presse.

## L'Adem n'est pas au chômage

(rg) - Avec un taux de chômage redescendu à 4,6 %, du jamais vu depuis la crise de 2008-2009, l'Adem ne se plaint cependant pas du volume de travail à venir. Avec 13.253 postes vacants référés dans sa base de données fin mai 2022 - un record absolu depuis sa création - l'Agence du développement de l'emploi a moins à se soucier de créer ou développer des emplois que de résoudre ce qu'un ancien ministre du Travail avait appelé le paradoxe du marché du travail luxembourgeois. On continue à créer des emplois, même si les différentes crises ont ralenti un peu cette croissance, mais le chômage ne disparaît pas pour autant. Même s'il a baissé, le chiffre absolu des demandeuses et demandeurs d'emploi reste, à 13.946, fort élevé. Les secteurs à forte demande sont ceux de l'audit financier, de la comptabilité et de l'informatique - demandant des qualifications poussées spécifiques. Seule la restauration, comme secteur accessible au plus grand nombre, affiche aussi un certain nombre de postes vacants... avec les conditions de travail qu'on lui connaît. Lors de la présentation de son rapport d'activités 2021 en début de semaine, l'Adem a notamment mis en avant sa stratégie à l'horizon 2025, date à laquelle sa « modernisation cohérente de fonctionnement » devrait être achevée. Avec dorénavant 690 employé-es et sa directrice Isabelle Schlessler (re)confirmée pour sept ans, l'agence entre cependant dans une phase d'incertitudes économiques avec leurs répercussions sur le marché du travail : le nombre de nouvelles inscriptions repart à la hausse, sachant que sur 2.140 nouvelles inscrites en mai, on recense 205 réfugié-es ukrainien-nes.